

La gauche en quête de rupture

Depuis qu'elle est au pouvoir, la « gauche » mène exactement la même politique que la droite. Elle augmente les impôts et diminue les dépenses publiques. Elle « flexibilise » le marché du travail pour permettre aux entreprises de licencier plus facilement et de négocier à la baisse les salaires. Elle diminue les cotisations sociales patronales (les fameuses « charges » sociales), l'impôt sur les sociétés et s'attaque au droit du travail. Elle rabote les prestations sociales et s'attaque au principe même des allocations familiales. Bref, dans la droite logique des orientations européennes actuelles et sous les applaudissements nourris du Medef qui n'en attendait pas tant, elle mène une politique d'austérité mâtinée de « réformes » libérales.

Mais à faire le travail de l'UMP à sa place, cette gauche, version Hollande-Valls, s'est un peu trop visiblement écarté de l'idéal de justice sociale censé animer le parti « socialiste ». A tel point, qu'enfin,

quelques ministres « socialistes » ont eu le sentiment de ne plus se retrouver dans cette politique et l'ont dit un peu trop fortement. Ceux-là, les Montebourg, Hamon et Filippetti, ont été gentiment virés et sont allés rejoindre le camp des frondeurs.

Depuis ce coup de force, on parle beaucoup de rupture à gauche. On évoque un peu, en passant, la rupture entre le parti « socialiste » et ses électeurs. Mais on parle surtout de la rupture, au sein du parti « socialiste », entre les frondeurs et l'équipe au pouvoir. Et l'on se prend parfois à rêver que cette rupture soit le point de départ

d'une refondation de la gauche autour d'une orientation clairement anti-libérale et, possiblement, anti-capitaliste.

Mais que veulent, en fait, les frondeurs ? Une rupture avec le capitalisme ? Pas du tout. Une rupture avec le libéralisme ? A peine... Les dissidents du parti « socialiste » demandent simplement d'arrêter une



- P8 - Euro et souveraineté démocratique (3)
- P10 - « De l'éducation dépend la grandeur des nations »
- P10 - Il y a 100 ans les patrons étaient déjà patriotes
- P11 - La science en marche arrière

- P2 - Frémissements droitiers au Brésil
- P4 - Deutschland über alles ?
- P5 - L'homme qui voulait devenir calife...
- P6 - Un casting de rêve
- P7 - Pedalosubmarine



Frémissements droitiers au Brésil

Dans un pays qui a subi 21 ans de dictature militaire de droite, s'afficher de droite est politiquement délicat. Le Parti Militaire du Brésil (PMB, « *la solution pour droitiser le Brésil* ») devrait donc plus faire rire que gêner la ré-élection de la Dilma Rousseff (Parti des Travailleurs, PT), à la présidence du Brésil, en octobre.

Pourtant, une droite émerge, libérale économiquement et conservatrice socialement, issue des classes moyenne et supérieure. Les médias brésiliens sont les principaux vecteurs de cette droitisation. Les propriétaires des grands titres (la revue *Veja*, le quotidien de référence *Estado de São-Paulo*...) se retrouvent d'ailleurs avec d'autres grands patrons dans un think-tank néo-libéral, l'Institut Millenium. Le développement rapide des églises évangéliques, dont l'audience est passée de 10 % dans les années 90 à plus de 20 % aujourd'hui, contribue sans doute aussi à ce mouvement, parfois en lien avec la droite médiatique².

Malgré cette hostilité médiatique, le PT gagne depuis 2002. Selon le journaliste Eduardo Guimarães³, « *ce qui est à la base de la construction de l'hégémonie du centre-gauche en Amérique latine est la distance abyssale qui sépare le peuple d'une droite médiatique qui veut revenir aux affaires tout en traitant les thèmes de l'emploi et des revenus comme des faits secondaires* ». En d'autres termes, tandis que les journalistes de droite spéculent sur le moindre

frémissement du PIB, le peuple constate simplement que son niveau de vie (revenus, santé, éducation) progresse.

Impuissante sur les sujets économiques, la droite se déchaîne donc sur des sujets en phase avec le goût des médias brésiliens pour le sensationnel : la corruption, domaine où le PT n'a pas su faire mieux que ses prédécesseurs, et les questions sociétales, comme le droit à l'avortement où la délinquance juvénile (voir encadrés).

Une autre marotte de droite est d'agiter le spectre du communisme. Ainsi est dénoncée la coopération avec Cuba, qui a pourtant permis d'envoyer 10 000 médecins dans les campagnes les plus reculées du Brésil. Le décret de juin dernier du gouvernement fédéral instituant les « *commissions de politiques publiques* » a suscité une nouvelle inquiétude. Il s'agit de constituer des commissions consultatives de citoyens pour

Suite page 3

Débat sur la majorité pénale

Au printemps 2013, un meurtre commis par un adolescent a suscité un débat passionné sur l'âge de la majorité pénale, en deçà duquel on relève de la justice des mineurs. Après quelques jours de déchaînement médiatique, 93% des habitants de São Paulo⁴ étaient pour l'abaissement. Pourtant, le viol et l'assassinat représentent chacun moins de 1% des cas de détention de mineurs. D'autre part, abaisser la majorité pénale priverait de nombreux jeunes des traitements de réinsertion spécifiques et les enverrait dans le système de détention classique, où le taux de récidence est de 70%.

1 - <http://www.partidomilitar.com.br>

2 - Le réseau de télévision Rede Record, 2e en audience, appartient au fondateur de l'Eglise universelle du royaume de Dieu

3 - « *Le Brésil, le Venezuela et la déshydratation de la droite médiatique en Amérique Latine* », sur venezuelainfos.wordpress.com, mars 2013

4 - Selon un sondage du grand quotidien *Folha de São Paulo*



Frémissements droitiers au Brésil (suite de la page 2)

élaborer, appliquer et évaluer toute mesure politique. Si les critiques restent raisonnables dans la presse dominante (sur les risques d'affaiblissement du pouvoir législatif et d'entrave du travail de l'administration), les web-TV délirent : alors que le Brésil s'est toujours plié à l'orthodoxie économique libérale, ces nouveaux « soviets » marqueraient le début du « communisme bolivarien » !

Trustés par « des gangs de militants professionnels », ces conseils prépareraient un « coup d'Etat bolivarien » pour instaurer « la dictature du prolétariat ». Ainsi fleurissent sur internet des appels à une « intervention militaire pour restaurer la démocratie »... Exactement le discours tenu il y a 50 ans



Tu crois que ça va marcher?

Mieux que le foot, en tout cas...

pour justifier le coup d'Etat militaire contre un pouvoir politique jugé trop à gauche ! Tant que la droite reste à ce niveau, le PT peut rester longtemps au pouvoir.

Folubert Sansonnet

Avortement : le décret avorté

Au Brésil, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de viol, de danger pour la mère, ou d'anencéphalie du fœtus. Avec 65 hôpitaux habilités à pratiquer des avortements (sur une surface de 15 fois la France), il est en fait très difficile d'avorter, même dans ces cas. En mai, un arrêté prévoyait que tous les services de gynécologie publics puissent proposer une IVG. L'arrêté a été révoqué une semaine après sa promulgation, sous la pression de parlementaires religieux et de manifestants, qui y voyaient un pas vers la légalisation. Les deux tiers des Brésiliens étant opposés à l'avortement, aucun candidat (y compris au PT) ne se risque à s'y déclarer favorable. Pourtant, à 40 ans, une Brésilienne sur cinq a déjà subi un avortement, généralement illégal.



Deutschland über alles¹ ?

L'Allemagne est-elle vraiment au-dessus du lot en matière économique comme l'affirment tous ceux qui ne cessent de célébrer la prospérité allemande pour mieux nous vanter les vertus de sa rigueur budgétaire et de ses réformes si peu sociales ?

Quelques indices devraient les inciter à en rabattre un peu. Il y a d'abord eu l'annonce, le mois dernier, d'une baisse du PIB allemand au deuxième trimestre 2014, qui confirme que, de l'autre côté du Rhin aussi, l'ambiance est morose. Il y a aussi des faits qui montrent que la croissance allemande est, sur la durée, moins solide qu'on ne le prétend. Si l'on regarde l'évolution du PIB allemand depuis le début de la crise, on constate qu'il fluctue de manière assez semblable à celui de la France. Après un choc brutal lié au contre-coup de la crise financière (- 5,1% en Allemagne en 2009, - 3,1% en France), il y a eu un net rebond les deux années suivantes (+ 4% en 2010 et + 3,3% en 2011 en Allemagne, + 1,7% et + 2% ces deux années-là en France), et depuis 2012, une croissance très faible (0,7% puis 0,4% en Allemagne contre 0% puis 0,2% en France). Et, dans les deux pays, 2014 devrait se solder par une croissance nulle, voire une légère baisse du PIB.

Si dans l'ensemble, l'Allemagne s'est mieux remise de la crise financière que la France, elle semble, comme elle, se diriger tout droit vers la récession. Il n'y a donc pas, au milieu de pays européens sinistrés, un îlot de prospérité allemand qui serait insensible à la crise. Au contraire, l'Allemagne est très dépendante des pays qui l'entourent et, en particulier, de la France qui est son premier partenaire économique. Quand la France, mais aussi l'Italie et l'Espagne, vont mal, il est difficile pour l'Allemagne d'aller bien. Il y a des raisons profondes à cet état de fait. Les réformes lancées par l'ancien premier ministre Schröder visaient à redonner de la compétitivité à l'économie allemande en diminuant le coût du travail. L'opération a fonctionné : depuis dix ans, en moyenne, les salaires n'augmentent plus en Allemagne.

Cette stagnation des salaires, très positive pour les exportations allemandes, pose néanmoins problème : la croissance allemande n'est plus tirée par la consommation intérieure qui tend même à diminuer depuis quelques années. Ce qui rend possible la prospérité allemande, ce sont les exportations, le fait que l'on achète à l'extérieur des produits siglés « Deutsche Qualität ». Or, au fur et à mesure que la crise s'aggrave en France, après avoir fait de sérieux dégâts dans tout le sud de l'Europe, les possibles débouchés des produits allemands s'amenuisent.

L'Allemagne se trouve donc prise dans une contradiction intenable. D'un côté, fidèle à sa stratégie, le gouvernement allemand ne souhaite pas que les salaires augmentent trop, ce qui diminuerait la compétitivité des produits allemands. De l'autre côté, il est inenvisageable pour ce gouvernement que l'Allemagne « paye » pour les pays du sud. Il n'y aura donc pas pas de politique de relance européenne et de solidarité envers les pays qui n'arrivent pas à revenir à l'équilibre budgétaire, donc aucun moyen à court terme de permettre à ces clients potentiels de sortir de l'austérité et de la crise. Reste un seul « remède » qui ressemble plus à une pirouette qu'à une vraie politique économique : inciter, voire obliger les autres pays de la zone euro, à adopter la même stratégie que l'Allemagne et à faire de grandes réformes à la Schröder/Hartz. C'est très probablement inefficace économiquement, car si chaque pays d'Europe fait ses réformes de manière à comprimer le coût du travail, le problème de "dumping" salarial restera inchangé, sauf qu'une partie des travailleurs seront devenus plus pauvres. Mais cela permet aux dirigeants allemands de garder la tête haute face à leurs électeurs.

Alex

1 - « L'Allemagne, par-dessus tout », début du premier couplet de l'hymne historique allemand, retiré par la suite de la version officielle.



L'homme qui voulait devenir calife...

En se proclamant calife le 29 juin 2014, Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de « l'Etat Islamique » est parvenu à faire la une des journaux du monde entier. En se décernant ce titre anachronique - le califat n'existe plus depuis la chute de l'Empire Ottoman en 1920 - le nouveau calife fait mine de déclarer la guerre à tous les « infidèles », priés de se soumettre ou de subir les pires châtements. Une posture qui n'est pas nouvelle : cette lutte à mort contre les prétendus ennemis de l'islam est au fondement de l'islamisme politique radical. La nouveauté est ailleurs et, contrairement aux apparences, le

rassembler les musulmans du monde entier dans une seule puissance.

Cette tentative d'incarner seul l'avenir de l'islam politique radical a déjà échoué. Tout de suite après la déclaration, le porte-parole d'Al-Qaïda a fait savoir qu'il ne reconnaissait pas à Al-Baghdadi le droit de se proclamer calife. Des combats ont même eu lieu en Syrie entre les deux organisations. Cet « Etat Islamique » n'a, heureusement, pas d'avenir. Les 25 000 combattants dont il dispose ne pourront pas longtemps faire le poids face aux armées syriennes et irakiennes, face aux combattants kurdes, plus nombreux et presque aussi déterminés, et surtout face à l'opposition des Etats-Unis et de l'Iran qui apportent un appui militaire et financier conséquent à leurs adversaires.

Néanmoins, au cours des deux dernières années, l'Etat Islamique a déjà largement prouvé sa capacité de nuisance : ils ont commis plusieurs centaines d'attentats, pris 8 villes importantes dont

message s'adresse plutôt aux autres mouvements « djihadistes » qu'aux puissances occidentales. Il s'agit pour Al-Baghdadi de les convaincre qu'il est le nouveau « commandeur des croyants », le seul héritier légitime du prophète.

L'ambition du nouveau calife est à la fois concrète et démesurée : fédérer autour de sa personne l'ensemble des combattants de l'islam politique pour construire un véritable Etat islamiste radical centré autour des deux anciennes capitales des califes : Bagdad et Damas. Comme Staline, en son temps, avait réussi à convaincre une majorité de communistes dans le monde qu'on pouvait construire « le communisme dans un seul pays », en l'occurrence l'URSS, Al-Baghdadi prétend établir aujourd'hui la monarchie islamique « authentique » qui, à terme, devra

Mossoul et poussé à l'exil une partie importante des non-musulmans de la région. Sur le territoire qu'ils contrôlent, ils tuent, menacent et pillent quotidiennement. Mais ce n'est pas seulement la terreur qu'ils exercent qui explique leur succès. En Irak, où la minorité sunnite vit dans la crainte de la majorité chiite, où le pouvoir officiel s'est durablement discrédité à force de corruption et de violences arbitraires, l'Etat Islamique peut apparaître à certains comme une alternative crédible au véritable Etat. Le califat est un anachronisme qui n'a pu voir le jour qu'à la suite d'années de guerre civile plus ou moins ouverte, de gouvernements corrompus et d'interventions occidentales aussi illégitimes qu'inefficaces.

Alex





Un casting de rêve

Jean-Claude Juncker, qui sera à partir de novembre le nouveau président de la Commission européenne, a dévoilé, le 10 septembre dernier, la composition de son équipe. Pour mémoire, la Commission européenne a pour rôle de proposer et mettre en œuvre les politiques communautaires. Elle est composée de 28 commissaires (un par Etat-membre) qui se voient confier chacun un domaine d'action. Cette commission est censée agir en toute indépendance vis-à-vis des gouvernements des Etats-membres pour garantir « l'intérêt général » de l'Union européenne.

Résultat du casting : un mélange inquiétant et détonnant d'ultra-libéralisme, d'austérité malade, de conflits d'intérêts et d'euro-scepticisme décomplexé.

Première source de désarroi : la nomination de Pierre Moscovici au poste de Commissaire aux Affaires Economiques. Il sera notamment en charge de faire respecter la « rigueur » budgétaire et de mettre en œuvre la taxe européenne sur les transactions financières, taxe qu'il a largement contribué à torpiller lorsqu'il était Ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Ayrault (voir encadré). A son nouveau poste il pourra donc tranquillement achever de vider le projet de sa substance. Il est passé maître en la matière. En France, il a réussi à vider la réforme bancaire de toute ambition : sous l'influence du lobby bancaire, ce qui devait être un « *texte précurseur* » impacte finalement un peu plus d'1% de l'activité des banques... Ce même Ministre s'est d'ailleurs farouchement opposé au projet européen de réforme bancaire, qui avait le malheur d'être plus ambitieux que la loi française. Bref, Moscovici le « socialiste », accusait la

Commission européenne, pourtant libérale à souhait, de gauchisme... A son nouveau poste, il sera enfin libre d'être de droite et même plus libéral que la droite européenne.

Pour réussir dans sa mission il pourra compter sur le soutien du Finlandais Jyrki Katainen, Vice-président de la Commission et coordinateur de la politique économique. Celui-ci compte parmi les plus fervents défenseurs de l'austérité, tout comme le Letton Valdis Dombrovski, qui sera en charge « de l'euro et du dialogue social ». Un porte-feuille dont le seul nom en dit long sur la vision européenne du dialogue social.

Si le choix de ces personnalités confirme sans surprise l'orientation libérale et austéritaire de la politique européenne, une autre partie du casting a en revanche l'apparence d'une mauvaise blague. Le nouveau commissaire en charge du climat et de l'énergie, l'Espagnol Miguel Arias Canete, a des parts dans deux entreprises

Suite page 7

Promesses à répétition sur La Taxe sur les transactions Financière

Rappel des faits : début 2013, la Commission européenne présente un projet de taxe sur les transactions financières (TTF) visant à décourager la spéculation financière et lutter contre l'instabilité des marchés financiers, et donc réduire le risque de voir se produire une nouvelle crise financière. Malgré ses lacunes, le projet constitue alors une avancée indéniable dans la lutte contre la toute-puissance de la finance. En soutenant le projet de la Commission, le gouvernement français avait l'occasion de montrer qu'il voulait réellement museler la finance, comme le candidat Hollande l'avait déclaré lors de sa campagne. Mais voilà : Moscovici, se faisant porte-parole du lobby bancaire, a jugé la proposition de la Commission « excessive »...



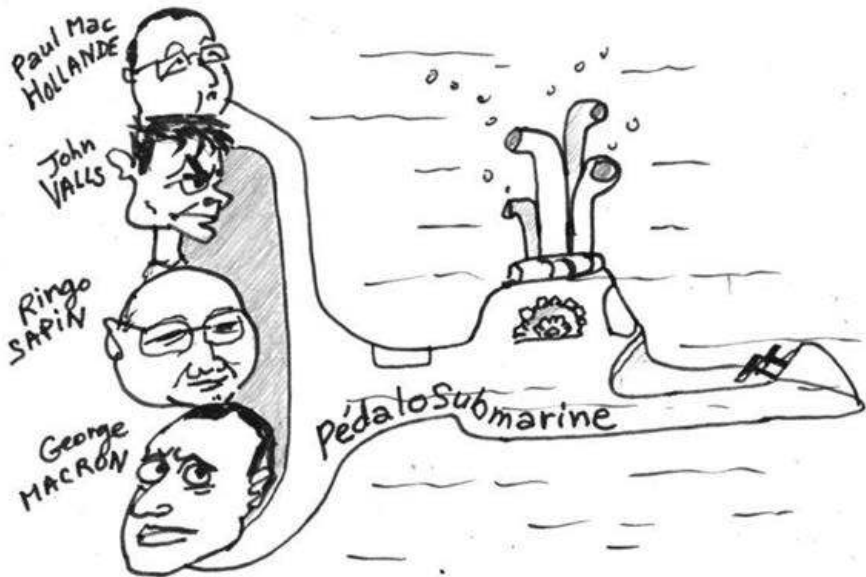
Un casting de rêve (suite de la page 6)

pétrolières, toutes deux domiciliées dans un paradis fiscal. Le nouveau commissaire maltais en charge de l'environnement, de la mer et de la pêche est un homme d'affaires qui était, jusqu'à 2013, en responsabilité dans une multinationale du tourisme. Le portefeuille de la Culture et de l'Education a été confié au Hongrois Tibor Navracscics, proche de Victor Orban dont le gouvernement promeut des politiques discriminatoires envers les Roms et est régulièrement accusé de conter fleurette avec un extrême-droite ouvertement antisémité.

Le tout sous la houlette d'un ancien dirigeant d'un paradis fiscal, en l'occurrence Jean-Claude Juncker, ex-premier ministre du Luxembourg, pays qui a bloqué pendant des années toute avancée européenne en matière d'harmonisation fiscale.

Bref, un casting de choix pour redonner espoir aux citoyens européens et donner une nouvelle impulsion à la construction européenne...

Magali





Euro et souveraineté démocratique (3)

Suite et fin de notre lecture du dernier ouvrage de Frédéric Lordon, « La malfaçon ». Comment et pourquoi sortir de l'Euro ?

Pour Frédéric Lordon, la sortie de l'euro est inévitable : privés de leur souveraineté démocratique¹, contraints à l'austérité, déposés de leur politique monétaire², les pays européens n'auront bientôt d'autre choix que de quitter la Zone Euro. Seul moyen pour pouvoir expérimenter de nouvelles solutions politiques face à la situation économique actuelle. Prenons le cas de la Grèce, qui n'est que « l'éclairer avancé » d'une situation que connaissent (ou connaîtront sous peu) de nombreux pays européens.

D'après Lordon, la Grèce, poussée à l'agonie par les plans d'austérité, ne peut qu'opérer pour un défaut complet sur sa dette souveraine³. Que se passerait-il alors ?

Privée de sources de financements externes (les marchés, le FMI, l'Union européenne), elle serait contrainte de sortir de l'Eurozone et de revenir à la drachme afin de réarmer sa banque centrale nationale et d'émettre de l'argent. Une dévaluation de la monnaie nationale serait donc possible et permettrait à la Grèce de favoriser ses exportations, première étape d'un retour à la croissance. Le gouvernement grec pourrait aussi reprendre, au moins temporairement, les commandes des banques privées, afin de reconstituer les fonds propres de

ces dernières et d'enclencher une reprise du crédit aux entreprises locales. Enfin, il lui faudrait contrôler les mouvements de capitaux pour éviter des fuites de fonds grecs et une panique aux guichets des banques. Une fois cette brèche ouverte, il y a fort à parier que d'autres pays-membres suivraient le chemin de la Grèce.

Ce scénario suppose évidemment une volonté politique, pas nécessairement de gauche. Lordon va plus loin en esquissant les premières étapes d'une sortie du capitalisme. Dans un premier temps, la nationalisation, sans contreparties, du secteur bancaire ruiné par une succession de défauts sur les dettes souveraines, permettra

Suite page 9

Monnaie commune ou monnaie unique ?

Quant au projet européen, Lordon n'entend pas l'enterrer de manière définitive. L'euro pourrait retrouver une nouvelle existence, sous la forme d'une monnaie commune. Les échanges avec l'extérieur de la zone monétaire commune, la « nouvelle zone euro », se ferait uniquement dans ce nouvel euro, tandis qu'au sein de la zone, les conversions entre les monnaies « nationales » (les euro-francs, euro-marks, euro-drachmes, etc.) se feraient selon des parités de change fixes mais révisables par décision politique. Ce dispositif permettrait, selon Lordon, de concilier les avantages de l'euro actuel, une fluidification des échanges au sein de l'Europe et, surtout, une protection contre les marchés de change internationaux, avec les avantages du retour aux monnaies nationales, en laissant la possibilité d'opérer des ajustements conjoncturels entre les économies nationales. Ainsi, pour permettre à la Grèce de retrouver de la compétitivité, il suffirait de dévaluer volontairement « l'euro-drachme » par rapport à « l'euro-mark » ou à « l'euro-franc », sans en passer par des politiques d'ajustement structurel, telles qu'on les connaît aujourd'hui. Un scénario heureux, mais qui ne pourrait prendre forme qu'après avoir mis à bas la logique libérale qui caractérise l'Europe d'aujourd'hui.

Alex



La gauche en quête de rupture (suite de la une)

politique d'austérité qui mène visiblement à la récession et qui empêche toute politique sociale un tant soit peu cohérente. Ils sont conscients que seule une relance peut empêcher la crise de s'aggraver et nous sortir de ce que Paul Krugman, prix Nobel d'économie pas franchement gauchiste, appelle la « catastrophe économique européenne ». En redonnant du pouvoir d'achat aux ménages, en mettant fin à la casse systématique du service public, et en ayant une politique budgétaire un peu moins rigide, on ferait déjà un grand pas pour sortir de la crise et du chômage de masse. Ça n'a rien de révolutionnaire : c'est ce qu'un « socialiste » comme Obama tente de faire aux Etats-Unis.

La vraie rupture, celle qui redonnerait son sens au clivage gauche-droite, exige, elle, bien plus que la fin de l'austérité. Elle implique de se confronter à la finance, de la réguler pour la mettre au service du bien commun. Elle demande aussi de faire face à la crise écologique par un investissement massif dans les énergies alternatives. Alors, éventuellement, on pourra parler, comme le faisait Mitterrand au congrès d'Epinay en 1971, de « rupture avec le capitalisme. »

Le Piaf

Euro et souveraineté démocratique (3) (suite de la p8)

de réinjecter de la liquidité dans l'économie réelle pour la relancer. Puis il s'agira de transformer ce « pôle public unifié du crédit » en un « système socialisé du crédit ». Les banques ne seraient plus commandées d'en haut, mais gouvernées par un syndicat de parties prenantes, réunissant aux côtés des banquiers professionnels des représentants des salariés, des patrons, des associations de consommateurs, de défense de l'environnement, des représentants de l'Etat, etc. : un pas vers la « démocratie locale du crédit ». Débarrassé de son activité spéculative et de ses dérives, le système bancaire pourrait se consacrer à la création des conditions favorables au développement d'entreprises locales et de coopératives de production...

Marie

- 1 - Les traités successifs, qui sont au-dessus des constitutions nationales, interdisent de fait tout choix politique hors du néo-libéralisme.
- 2 - Puisque la Banque centrale européenne est indépendante du pouvoir politique.
- 3 - C'est-à-dire cesser de payer.

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus

Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

contact@le-piaf.org

www.le-piaf.org

Directeur de la publication

du numéro 73 : Alexandre Dauphin

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Marie,

Oliver Carmine, Patrick, PB,

Pierre Foulhoux, Robert Moisneau.



« De l'éducation dépend la grandeur des nations¹ »

C'est sans doute totalement imprégné de cet axiome que François Hollande et ses géniaux premiers ministres ont réussi à nommer 3 ministres de l'éducation en moins de trois ans. Voilà qui assure un beau suivi !

La seule réforme marquante entreprise, celle des rythmes scolaires dans le primaire, continue -plus de deux ans après son annonce- de diviser les acteurs du monde de l'éducation comme les élus locaux. Beaucoup y voient force complications et surcoût, et le bénéfice pour les familles et les enfants n'est pas évident.

L'autre mesure -elle aussi largement médiatisée- était l'embauche de 60 000 en-

seignants sur cinq ans. Outre son effet « trompe-l'œil » (voir p. 64), cette mesure se heurte au double défi de l'austérité budgétaire et du manque total d'attractivité du métier d'enseignant¹.

Les résultats de cette intéressante contradiction ne se sont pas fait attendre. En Seine-Saint-Denis par exemple, département parmi les plus sinistrés scolairement et socialement, la poussée démographique a nécessité l'ouverture de 5 collèges supplémentaires (ce qui est plutôt une bonne nouvelle)... Sauf que cela se fait à « moyens constants », c'est-à-dire sans aucun professeur de plus !

Jmj

Il y a 100 ans les patrons étaient déjà patriotes

Cette année 2014 est marquée, c'est logique, par des commémorations en série. Parmi celles-ci, le centenaire de l'épopée des Taxis de la Marne : du 6 au 8 septembre 1914, des soldats avaient été acheminés jusqu'au front dans des taxis réquisitionnés.

Cette idée du général Gallieni¹ préfigure la motorisation des troupes lors de la seconde guerre mondiale mais sa portée a plus été psychologique que stratégique, car les effectifs transportés furent très limités par rapport à la masse des soldats engagés dans la bataille de la Marne².

Aujourd'hui, la même société de taxis s'offre une gentille publicité commémorative sur ses véhicules, qui portent le petit logo du centenaire et le rappel de l'épisode des Taxis de la Marne.

Les publicitaires oublient juste de rappeler que cette idée désintéressée et patriotique

avait été très rentable pour la société, puisque les taxis avaient réalisé leur rotation entre Paris et le front à compteur ouvert et que chaque kilomètre parcouru avait été payé intégralement par l'Etat français au tarif normal.

L'autre trait d'humour de cette campagne qui commémore une victoire franco-anglaise est d'avoir apposé les petits autocollants sur des véhicules de marque allemande, Mercedes et, pire encore, Volkswagen³.

Jmj

1 - Et du moins connu général Clergerie mais, aussi d'un homme encore moins connu, à savoir le patron d'une société des taxis qui deviendra plus tard les taxis G7.

2 - 3500 soldats transportés environ sur un total de plus d'1 million d'hommes côté alliés.

3 - Volkswagen a été fondé par les nazis dans l'entre-guerres afin de préparer la motorisation de l'armée allemande pour la « blitzkrieg » (guerre éclair).



La science en marche arrière

Nous avons interviewé Alain Trautmann¹ à l'occasion d'un rapport récent de l'OCDE qui préconise un pilotage de la recherche par l'Etat. Ce rapport ne fait que confirmer une évolution des structures de la recherche vers une obligation de compétitivité en lien avec les entreprises. Une marche de protestation convergeant sur Paris est organisée prochainement². Nous lui avons demandé pourquoi les chercheurs sont en colère.

Le Piaf : Pourquoi l'Etat ne pourrait-il pas financer la recherche puisque c'est lui qui finance ?

Alain Trautmann : Bien entendu, l'Etat a une responsabilité, les chercheurs aussi d'ailleurs, et il est normal que l'Etat fasse des choix sur la façon selon laquelle la recherche va être financée. Mais ce qu'il se passe depuis maintenant une quinzaine d'années est une conséquence de ce que l'on appelle le Traité de Lisbonne, qui date de 2000, par lequel les pays européens ont mis en avant l'économie de la connaissance. Ce qui peut être vu comme une chose positive quant à la reconnaissance de l'importance de la recherche dans l'économie. Mais ce terme indique que la connaissance doit désormais être au service de l'économie et uniquement de cela. Ainsi, pour ceux qui veulent établir cette économie de la connaissance, l'autonomie des chercheurs et des enseignants est un problème. Une des façons de réduire cette autonomie est d'augmenter la précarité. Ce discours est le contraire de ce que disent les chercheurs qui disent « si vous voulez que l'on invente des choses complètement nouvelles, il faut que vous nous laissiez créer, ne nous enfermez pas ». Des activités de recherche à long terme ne peuvent pas être faites par des chercheurs précaires. L'autonomie est une condition à la créativité. Ce que peut faire gouvernement c'est de dire je mets telle enveloppe pour la recherche et de donner les grandes directions. Or les directions ne sont pas données par des chercheurs mais sont données par des administratifs du ministère, des gens qui ne connaissent rien à la recherche.

L.P : Si l'objectif n'est pas la compétitivité, quel doit être l'objectif de la recherche ?

A.T : Les objectifs de la recherche sont multiples. L'un de ces objectifs qui est pour moi important est de permettre qu'il y ait un

enseignement supérieur de haut niveau avec des enseignants en lien avec la recherche. C'est important car cet enseignement permet pour les étudiants de recevoir un capital social qui, en principe, est ouvert à tout le monde. Ce dont je rêve c'est que des fils d'ouvriers, qui n'ont pas de capital financier au départ, s'élèvent dans l'échelle sociale. Un autre objectif, dans le monde très complexe dans lequel on vit, est un besoin d'experts. Quand on voit les problèmes par exemple avec les pesticides avec OGM, on a envie qu'il y ait des spécialistes qui soient indépendants des multinationales. Ceci dit, il y a certaines recherches qui débouchent sur des innovations qui permettent de booster l'économie et je ne suis pas opposé à cela. Ce à quoi je suis opposé, c'est que l'on réduise les activités de recherche à uniquement ce qui peut être rentable.

Ceux qui veulent ces réformes pensent que la forme d'organisation sociale suprême, parfaite, est celle des entreprises, qui ont pour objectif le maximum de rentabilité. Et il est absurde d'appliquer ce type de règle lorsque l'objectif n'est pas la rentabilité. Prenons un exemple, l'école. Doit-on organiser l'école sous la forme d'une entreprise pour mieux apprendre à lire des gamins ? Ce n'est pas pour une rentabilité immédiate. Il y a une absurdité.

Le Piaf

1 - Alain Trautmann est chercheur en biologie, directeur de recherche émérite au CNRS, membre du Conseil scientifique du CNRS et ancien porte-parole du mouvement Sauvons la Recherche, qui avait réveillé les consciences, au début des années 2000, sur les risques de déperissement de notre système de recherche.

2 - Science en marche du 27 septembre au 18 octobre 2014. sciencesenmarche.org/fra

Ecouter l'interview complète sur le site de l'émission Modes d'emploi de Fréquence Paris Plurielle: modes-d-emploi.net



Agenda

2eme édition de la journée « Stop pub à l'école » vendredi 26 septembre
Coup de projecteur sur ces intrusions commerciales qui se multiplient...
www.stop-pub-ecole.infini.fr

Fête de la Commune de Paris Samedi 27 septembre 2014 à 14h
Place de la commune de paris dans le 13eme
Concert, théâtre, intervention,...

Journée nationale pour la transition citoyenne. Samedi 27 septembre, Partout en France. Infos sur www.moicitoyen.org

Science en marche. Grande marche de protestation convergeant sur Paris à l'occasion de la fête de la science, du 27 sep-

tembre au 18 octobre 2014. sciencesenmarche.org/fr

Les Masques de la Démocratie Atelier Populaire Economique et Social d'Attac Paris 12e
Mardi 30 septembre de 19h30 à 22h00, Maison des Associations du 12e - 181, avenue Daumesnil - Paris. Plus d'infos sur le site d'Attac

Rencontre avec Serge Latouche. Economiste, un des partisans les plus notoires de l'idée de décroissance. Vendredi 3 octobre 2014 à 19h, Librairie L'Usage du monde, 32, rue de la Jonquière, Paris. lepassagerclandestin.fr

Traversée à haut risque à bord du TAFTA. Jeudi 9 Octobre à 20h15. Représentation théâtrale sur le Grand Marché Transatlantique jouée par des militants d'Attac au Patronage Laïque, 61 rue Violet, Paris. Plus d'infos sur le site d'Attac.

Journée d'action européenne contre le TAF-TA. Samedi 11 octobre. Mobilisations partout en France. Manif'action à Paris. Rdv 14h30 place de Stalingrad. www.collectif-stoptafta.org

Ecouter l'émission Modes d'Emploi (modes-d-emploi.net) sur FPP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30.

paris.demosphere.eu rezo.net/agenda

[Bulletin d'Abonnement]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org

Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de:

Le Piaf

Le Piaf - 2&4 bd Ornano
75018 Paris - France



JE SOUHAITE :

1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €

RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO

30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €

PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT

ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)

FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

EMAIL